



Front Syndical de Classe Créé par des militants CGT et FSU
 Site : www.frontsyndical-classe.org - Courriel : frontsyndical.classe@laposte.net
 « La lutte de classes est la base de l'unité, son motif le plus puissant. C'est pour la mener avec succès en rassemblant l'ensemble des travailleurs que fut fondée la CGT. » « La régression sociale ne se négocie pas, elle se combat ! » H. Krasucki
 Le Front Syndical de Classe est affilié à la Fédération Syndicale Mondiale 

Non à l'extrême-droite !

Oui au débat syndical sur la sortie de l'UE par la voie progressiste !

La confédération CGT a publié le 21 mars un communiqué intitulé : « L'extrême droite n'a pas sa place ni dans les cortèges syndicaux ni nulle part ailleurs ! »

Louable intention de dénoncer la duperie de l'extrême-droite qui, fidèle soutien du système économique et social en place, cherche à utiliser la colère sociale pour l'affaiblir en rabattant vers les thèses nauséabondes mêlant racisme, droit du plus fort et défense inconditionnelle de l'ordre capitaliste comme en témoignent non seulement l'histoire de l'extrême-droite et du fascisme mais aussi le positionnement des partis autrichiens, hongrois, polonais... qui participent aux gouvernements et dont s'accommode parfaitement l'Union européenne.

S'il ne s'agissait que d'exclure les fascistes des défilés syndicaux, non seulement le FSC serait d'accord mais il prêterait éventuellement main forte aux services d'ordre de la classe ouvrière organisée. Là où le bât blesse dans ce communiqué, c'est qu'il fait, sans avoir l'air d'y toucher, l'amalgame entre groupes d'extrême-droite et partisans du « frexit » (sortie de la France de l'Union européenne) et condamne du même coup, voire menace, tous les militants syndicaux et progressistes de plus en plus nombreux qui pensent qu'il faut sortir de l'UE capitaliste, cette machine de guerre contre les acquis sociaux, contre les peuples et contre la paix (de par son « partenariat stratégique avec l'OTAN ») construite par les grands monopoles capitalistes européens.

Si bien qu'en suivant cette voie, il conviendrait donc de sortir des manifestations tous ceux qui refusent l'UE !

Faudrait-il donc alors exclure des manifestations à titre posthume Benoit Frachon, ancien secrétaire général de la CGT, et les dirigeants qui lui succédèrent, unanimes pour condamner l'UE ?

"L'intérêt des travailleurs de tous les pays du Marché commun est de combattre pour sa destruction. La CGT française poursuivra sa lutte, non seulement avec la classe ouvrière, mais en s'appuyant sur toutes les forces nationales qui veulent sauvegarder l'indépendance de notre pays et assurer un développement de son économie nationale." Benoit Frachon, 1957

En effet, le refus de l'UE est loin d'être l'apanage de l'extrême-droite qui s'en accommode

très bien. Bien au contraire, la lutte contre l'UE a toujours été menée par les forces populaires progressistes et concernant la CGT jusqu'au milieu des années 1990 qui associait alors lutte pour le progrès social social, la paix, l'indépendance nationale et la coopération entre les peuples.

Depuis cette période, une fraction de la direction confédérale a réussi à réorienter la CGT sur des bases européistes en lui faisant quitter la FSM pour entrer dans la Confédération Européenne des Syndicats, outil d'intégration des forces syndicales à la construction européenne et au syndicalisme d'accompagnement type CFDT.

Cette fraction, autour des Joël Decaillon, JC Le Duigou et B. Thibault, avait d'ailleurs essayé d'empêcher la CGT de se prononcer en 2005 au moment du referendum sur le Traité Constitutionnel (TCE) avant d'être battue par le parlement de la CGT qui permit d'engager de manière décisive l'organisation dans la bataille du NON.

Visiblement, cette clique euro-dépendante continue d'agir au sein de la CGT pour interdire tout questionnement européen et toute remise en cause de l'ordre établi au niveau supranational, comme le recommande explicitement la Confédération Européenne des Syndicats. Elle sévit d'ailleurs notamment au sein de l'association Confrontations-Europe, grassement subventionnée par l'UE et les plus grands entreprises françaises, allemandes et américaines (Microsoft, Allianz, Total, Alstom, Bouygues, Paribas, Axa, Danone, Michelin, Orange, Renault, Société générale, Sanofi...) pour « vendre » l'Europe aux travailleurs. C'est d'autant plus lamentable que dans les grandes luttes actuelles, ordonnances Macron contre les travailleurs du privé, destruction de l'Education nationale, du lycée et de l'Université au profit d'un modèle anglo-saxon marchandisant le savoir, destruction des statuts et euro-privatisations d'EDF, de la SNCF, de l'ONF, etc., les directives européennes orchestrent la casse sociale à l'échelle continentale.

Pour sa part, fidèle à l'héritage de classe de la grande CGT et aux intérêts des travailleurs, le Front Syndical de Classe continuera à combattre les tenants du syndicalisme rassemblé avec les complices du capital. Il continuera à exposer les méfaits de l'UE, sa nature de classe et d'Etat supranational au service des grands capitalistes qui multiplie les directives impulsant toutes les attaques contre les travailleurs depuis des années.

Et à lutter ce faisant contre l'extrême-droite, au plus près des réactions de la classe ouvrière massivement anti-européenne non pas pour des raisons de chauvinisme ou de racisme mais expérience faite de la nocivité de cette Europe du Capital.

*Front Syndical de Classe,
25 mars 2018*

Le passage de la déclaration de la CGT qui fait problème :

« C'est dans ce contexte que du « Front National » aux « Patriotes », **en passant par différents mouvements favorables au « Frexit »**, des organisations identitaires, xénophobes et racistes se travestissent en pseudo-alliés et soutiens des travailleurs
